

Alexis Rappas, *Cyprus in the 1930s. British Colonial Rule and the Roots of the Cyprus Conflict*, Londres, I.B. Tauris, 2014, 254 p.

Patrick Louvier

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8455>

ISSN : 1773-0201

**Éditeur**

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

**Édition imprimée**

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 355-359

ISSN : 0395-9317

**Référence électronique**

Patrick Louvier, « Alexis Rappas, *Cyprus in the 1930s. British Colonial Rule and the Roots of the Cyprus Conflict*, Londres, I.B. Tauris, 2014, 254 p. », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 92 | 2016, mis en ligne le 15 décembre 2016, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/8455>

---

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

## Alexis Rappas, *Cyprus in the 1930s. British Colonial Rule and the Roots of the Cyprus Conflict*, Londres, I.B. Tauris, 2014, 254 p.

Patrick Louvier

---

- 1 Dans le prolongement de sa thèse et de précédents articles portant sur l'histoire de Chypre dans les années 1930, Alexis Rappas propose une synthèse développée de ses travaux avec cet ouvrage. S'inscrivant dans une réécriture récente de l'histoire chypriote ottomane et britannique, dont il connaît parfaitement les contours et les débats, Alexis Rappas adopte, comme ses pairs et devanciers immédiats, tels Robert Holland, préfacer de son livre, une perspective résolument comparatiste en croisant les échelles, régionale et impériale. Citant certaines expériences et confrontations coloniales britanniques et plus rarement italiennes, *Cyprus in the 1930s* replace la situation chypriote dans le contexte des tensions socio-économiques et géopolitiques croissantes qui traversent le monde méditerranéen et l'Empire britannique dans les années 1930. Doté d'un appareil critique étoffé – 13 pages sont consacrées à l'exposé des sources et à la bibliographie et pas moins de 50 rassemblent l'appareil des notes –, équipé d'un index des noms et des thèmes, accompagné enfin de 10 documents statistiques et cartographiques, le livre d'Alexis Rappas se décompose en six chapitres thématiques, d'une trentaine de pages environ chacun, dont la lecture est facilitée par des sous-chapitres et de courtes conclusions.
- 2 Débutant par un résumé du soulèvement énosiste des 20-28 octobre 1931, l'*Oktovriana*, le chapitre introductif (« A Revolt and the Consolidation of Authoritarian Rule ») évoque les représailles immédiates et la suspension des institutions élues, villageoises et gouvernementales, puis expose les grandes lignes de la politique coloniale des années 1932-1939, l'effondrement de la France et l'entrée en guerre de l'Italie marquant une nouvelle ère géopolitique. Décisive, l'insurrection de 1931 permet aux agents du *Colonial Office* d'engager une gestion autoritaire des affaires, brève mais inédite, qui

entend pacifier une île que l'on hésite à tenir pour européenne. Cette reprise en main passe par la restriction majeure des libertés politiques et par l'engagement d'une politique réformatrice, largement tournée vers le monde rural, dont on espère qu'elle affaiblira l'influence des relais et réseaux nationalistes, grecs et turcs. Rompant avec la tradition de libéralisme politique, engagée au tout début de la présence britannique en 1878, cette politique autoritaire tient enfin compte des menaces suscitées par les aspirations nationalistes proche-orientales et les ambitions régionales de l'Italie dont les méthodes coloniales sont moins une source d'inspiration qu'un objet d'admiration.

- 3 Le second chapitre (« The Three Pillars of Arcadian Cyprus ») examine l'entreprise de dépolitisation et de ralliement de la population menée par le gouverneur Sir Richard Palmer, un vieil « Africain », ayant fait carrière au nord du Nigeria, sous les ordres de Lugard, puis en Gambie. Disposant d'une masse considérable de données statistiques réunies au début de la décennie, Palmer apporta dans la gestion des affaires insulaires un style très autoritaire, souvent critiqué par ses correspondants et subordonnés, mais jugé nécessaire par le *Colonial Office*. Loin d'être un cas isolé, le gouvernement de Palmer (1933-1939) illustre non seulement les traits ordinaires de la haute fonction coloniale, mais traduit aussi ce mélange de volontarisme économique, de modernité réformatrice et de planification qui traverse les projets socio-politiques des années 1930, britanniques et occidentaux. Cette « *palmerocracy* » s'appuie sur trois principaux piliers. La décentralisation des compétences judiciaires et administratives est, en premier lieu, censée faciliter le contrôle du territoire par les commissaires de districts et leurs agents chypriotes, les *mudirs*, ou par les autorités municipales désormais nommées par le gouvernement. Un contrôle plus étroit de l'enseignement forme le second pilier du gouvernement Palmer. Dans une île où l'enseignement secondaire, organisé selon des lignes confessionnelles très nettes, ne touche qu'une infime minorité d'enfants (2 500 au début des années 1920), le gouverneur impose, en 1933, son droit de regard sur les programmes et renforce le poids global de l'anglais pour les premiers cycles. La réécriture d'un manuel d'histoire, commun aux lycéens, est parallèlement envisagée pour renforcer l'identité insulaire des jeunes Chypriotes. Si le projet de fondation universitaire est enterré pour des raisons financières en 1940, la création d'une école normale gouvernementale en 1937 participe de cette entreprise de contrôle du système éducatif. Le troisième axe de la « *palmerocracy* » est socio-économique. Face à une société microfondiaire, malmenée par la sécheresse et l'effondrement des exportations agricoles, le gouverneur Palmer entend venir à bout des maux sociaux les plus criants et ainsi s'attacher la majorité rurale de l'île, « saine », mais soumise et endettée. Si la complexité supposée du système foncier interdit toute réforme de grande ampleur, plusieurs mesures vont bien dans le sens d'une amélioration de la condition paysanne : instauration d'un prix plancher pour toutes les ventes forcées des exploitations, réforme du crédit agricole, encouragement du mouvement coopératif, restriction enfin de l'ingérence des avocats que la loi contraint, en 1933, à se former au Royaume-Uni.
- 4 Ambitieux projets, rarement et tardivement accomplis, qui souffrent de lourdes difficultés administratives et humaines analysées dans le troisième chapitre (« Rituals of Bureaucratic Governance »). Tenue avant la Grande Guerre pour un poste impérial secondaire dont les hauts fonctionnaires, souvent excellents et très expérimentés, étaient fort mal payés, l'île de Chypre voit son importance administrative bénéficier de l'hégémonie britannique sur le Moyen-Orient, incontestable après 1919, mais également de l'insurrection de 1931. L'accroissement des moyens financiers, sensible après 1927, accompagne l'alourdissement du travail bureaucratique. Avec 2 045 emplois

réguliers et 5 000 postes rattachés (instituteurs, manœuvres sur les travaux publics, etc.), l'administration coloniale est le premier employeur de l'île et la seule institution, avec l'Église orthodoxe, à disposer d'une maille complète sur le territoire. Si Palmer entend nommer des administrateurs à poigne pour « tenir » les Chypriotes, qu'il tient pour des Orientaux, le *Colonial Office* sélectionne des diplômés capables d'apprécier la complexité d'une société perçue à Londres comme européenne. Pour autant, leur faible connaissance du parler grec de Chypre comme l'écran de leurs intermédiaires insulaires contribuent à l'isolement des fonctionnaires anglais, ce que reconnut William Battershill, secrétaire du gouvernement (1935-1937), puis gouverneur de Chypre (1939-1941). Acteurs et bénéficiaires de processus d'isolement, les fonctionnaires insulaires tiennent désormais une place décisive dans la machinerie administrative. Sélectionnés avec soin, les cadres chypriotes sont quasi absents, avant 1931, de la haute administration insulaire, mais forment l'essentiel de l'encadrement moyen et subalterne de la police, dominée par les Turcs insulaires, de l'enseignement comme des services médicaux et judiciaires où les « Grecs » sont surreprésentés. Manifestant un impeccable loyalisme durant les troubles de 1931, les rares hauts fonctionnaires chypriotes prirent une importance croissante, censée démontrer les bénéfices d'une tutelle réformatrice, tandis que la fidélité des cadres moyens et subalternes indigènes est entretenue par une généreuse distribution de décorations, de promotions et de stages en Angleterre même. Cette politique bienveillante et sincèrement méritocratique contribua toutefois bien plus à couper des populations les fonctionnaires chypriotes qu'à en faire cette interface tant désirée entre les insulaires et l'administration. Échec inévitable, juge A. Rappas, qui le compare à la situation indienne. Les fondements racialisés de l'ordre impérial, les exigences parfois tatillonnes des agents du *Colonial Office* et les résultats de leur ingérence vouaient en effet les cadres indigènes des années 1930 à l'isolement.

- 5 Le chapitre 4 (« The Constitutionalist movement and the avenues of mass politization ») retrace l'histoire du « mouvement constitutionnaliste », suit ses contours individuels et communautaires, et décrit ses réseaux comme ses modèles. Porté en 1937 par des hommes de loi, dont le plus éminent fut George Soteriou Vassiliades, le mouvement « constitutionnaliste » entend rendre à l'île les libertés politiques suspendues en 1931. Lancée au printemps 1939, une campagne de pétitions dénonçant l'échec socio-économique des années passées, réclame l'autonomie de l'île au nom de son européanité et de la paix civile et confessionnelle qui y règne alors que les violences palestiniennes et indiennes troublent l'Empire. En dépit d'une vigoureuse contre-offensive administrative, qui voit dans la modération même des « constitutionnalistes » un cheval de Troie énosiste, le mouvement surmonte les clivages confessionnels et politiques ordinaires. Il s'appuie un temps sur les notables musulmans, mécontents de la mainmise coloniale sur l'enseignement, rallie les militants communistes, trouve des relais au sein de la diaspora chypriote londonienne, mobilise également certaines fractions de la presse britannique et du parti travailliste. Enfin, quelques dizaines d'« Anglo-Chypriotes » – anciens administrateurs, érudits et militaires – font entendre leurs voix. Si la guerre retarde l'obtention d'une constitution, accordée en 1946, l'immédiat avant-guerre montre l'écho populaire du mouvement qui recourt aux campagnes pétitionnaires, régulièrement pratiquées à l'ère ottomane, mais abandonnées après 1878. Ignorant l'écho populaire des débats et incapable de s'affranchir de ces clivages racialisés, dont Roger Heacock s'est fait l'historien, l'administration vit toutefois dans ces pétitions la mobilisation contrainte d'une

paysannerie inculte et endettée, toute soumise aux notables, et de journaliers semi-vagabonds.

- 6 Le cinquième chapitre (« The Orthodox Church and the displacement of the public Sphere ») examine le poids considérable des affaires ecclésiastiques sur les affaires chypriotes. Afin d'arracher les habitants aux mains de leurs élites, les autorités coloniales se heurtèrent aux prélats de l'Église autocéphale orthodoxe, auxquels les Ottomans avaient reconnu la tutelle des affaires communautaires. La mort de l'archevêque Cyrille III, le 16 novembre 1933, sonna le début de l'affrontement, le gouvernement refusant le retour de deux prélats électeurs compromis en 1931, l'évêque Makários de Kyrenia et Nicodème de Kition. Si la pression des notables laïques finit par dégager une solution canoniquement acceptable en 1937, l'Église de Chypre fait l'objet d'un assaut législatif imposant le droit de veto colonial sur les élections archiépiscopales, la nomination des seuls sujets britanniques dans les comités et conseils ecclésiastiques, introduisant enfin l'audit des biens de cette église autocéphale. Ces mesures, hésitant entre la stricte séparation des affaires religieuses et politiques et la tradition érastienne, s'avèrent contre-productives. Elles retardèrent la résolution de la succession archiépiscopale et renforcèrent la détermination chypriote dont les chefs firent appel, non sans succès, à l'Église d'Angleterre comme aux Églises sœurs de l'orthodoxie hellénique qui soutinrent la résistance aux lois nouvelles. Renforcé par ces appuis, le chef de la résistance, l'évêque de Paphos, Leondios Savvas, s'appuyant sur une solide trame paroissiale et associative, fit de l'indépendance de l'Église chypriote et de l'école confessionnelle un populaire môle de ralliement énosiste et de contestation pacifique, que seule l'entrée en guerre de l'Italie fit taire provisoirement.
- 7 Consacré au monde du travail, le dernier chapitre (« The Labour Question political stakes in a battle of denomination ») débute par le tableau socio-économique d'une île massivement agraire et rurale, mais comptant quelques isolats miniers sous contrôle anglo-américain et des foyers proto-industriels urbains. Contredisant la vision officielle d'une population toute paysanne et agraire, soumise à ses notables et sans conscience politique, les mouvements sociaux révélèrent l'ampleur des désordres engendrés par l'effondrement des exportations insulaires comme la porosité des clivages de genre et du communautarisme. Tout au long des années 1930, les ouvrières des filatures comme les mineurs turcs prirent ainsi leur part dans les grèves, les pétitions et les manifestations. Voyant néanmoins dans ces revendications la main de l'énosisme voire du kémalisme, l'équipe Palmer entrava l'émergence du syndicalisme et entreprit de répondre à la crise par des mesures réformatrices décentralisées. Avec le départ de Palmer, le *Colonial Office* imposa une gestion plus centralisée de la question du travail manufacturier qui, enfin reconnue, confirmait l'inexactitude croissante de la vision passéiste et orientaliste d'une île toute paysanne et parcourue de clivages insurmontables.
- 8 Le livre d'Alexis Rappas est une pièce importante dans le grand chantier historiographique actuel des relations anglo-helléniques et des entreprises impériales anglaises en Méditerranée. Perméable aux données et recherches de la sociologie, attentif aux travaux anglo-saxons menés sur le monde méditerranéen durant l'entre-deux-guerres, *Cyprus in the 1930's* est servi par un appareil de notes et de références proche de l'excellence. Loin de s'en tenir à une étude des relations anglo-chypriotes, Alexis Rappas donne à voir les transformations décisives de la société insulaire dont la politisation croissante s'appuie sur des pratiques ottomanes (pétitions) et sur les hauts

lieux de la sociabilité insulaire : les paroisses, les associations religieuses et les cafés villageois. La multiplication de ces points de vue donne de la situation chypriote, dans une décennie d'évolutions rapides, une vue plus fine qu'une approche binaire (Anglais-Chypriotes ; orthodoxes-musulmans), désormais hors de saison. Considérées dans toute leur complexité, l'administration et l'église orthodoxe bénéficient tout particulièrement de cette démarche segmentée. On osera ici exprimer deux regrets. L'analyse des relations entre le gouverneur Palmer et les autorités coloniales aurait gagné à être replacée dans la longue durée. Le haut fonctionnaire colonial autoritaire et réformateur n'est pas un pur produit des années 1930 et bien des parallèles peuvent être tracés entre Palmer et certaines fortes figures du premier XIX<sup>e</sup> siècle, façonnées par une vaste expérience des affaires européennes et impériales, et dont Londres apprécia médiocrement le zèle intempestif. Comment, ainsi, ne pas voir dans le *whig* Sir Thomas Maitland « King Tom », gouverneur de Malte (1813-1824) et des îles Ioniennes (1814-1823), Sir William Reid, gouverneur de Malte (1851-1858) et un autre pittoresque *French War Heroe*, Sir Richard Gardiner, l'irascible gouverneur de Gibraltar (1848-1855), autant de « despotes éclairés », anti-conformistes et souvent efficaces, et dont Palmer est un lointain successeur ? Une comparaison soutenue avec les protectorats français méditerranéens du Maroc au Levant durant l'entre-deux-guerres aurait également permis de replacer le processus d'isolement des cadres impériaux et indigènes chypriotes dans une perspective régionale et de sentir l'universalité de la question paysanne dans les possessions impériales européennes en Méditerranée, alors que les pressions démographiques et agraires y deviennent intolérables.

---

AUTEUR

PATRICK LOUVIER

Université Montpellier-III, Laboratoire CRISES